



URGENCE POLT - rencontre du Préfet PHILIZOT aux côtés du
Président SANDRIER - jeudi 4 mai 2017

Jean-Claude SANDRIER, président du Conseil d'Administration d'URGENCE POLT a sollicité ma participation à sa rencontre avec le Préfet PHILIZOT, le 4 mai dernier, à Paris. Délégué interministériel, il a en charge l'organisation d'une large concertation aux fins d'élaboration du nouveau schéma directeur de la ligne Paris Orléans Limoges Toulouse (classée Train d'Équilibre du Territoire) et assure à ce titre l'interface avec la direction de la SNCF et le Ministre des Transports.

Cette rencontre nous a permis de faire valoir les revendications prioritaires d'URGENCE POLT, selon quatre axes précis :

- **Achat de Matériel** pour les lignes reconnues TET. L'appel d'offres a été lancé par le Ministère des Transports le 1^{er} avril 2017 ; l'échéance de la mise en circulation étant prévue en 2020-2022. Notre préférence va à un matériel permettant de circuler à 200-220 km/h sur l'ensemble de la ligne. Nous avons, à ce sujet, rappelé notre intérêt pour les rames pendulaires : aujourd'hui, le fleuron français ALSTOM fabrique des rames pour l'étranger - la ligne Boston-New-York-Washington, par exemple - alors qu'aucun projet de ce type n'est envisagé en France.
- **Tracé de la future ligne Paris-Orléans-Clermont-Ferrand- Lyon.** Afin de permettre l'interconnexion la plus pertinente et la plus rationnelle économiquement, nous soutenons le tracé ouest de POCL, via Vierzon.
- **Grille des dessertes.** Les arrêts en gare, leur nombre et leur fréquence ont été évoqués, en particulier pour la ville de La Souterraine, où il s'agit de parvenir à 75 arrêts par semaine dans cette gare stratégique pour les Creusois. Une réponse précise sur ce point va être apportée prochainement. La confiance dont doivent être empreintes nos relations avec la SNCF pourra être jaugée sur ce point particulier.
- **Travaux de modernisation de la voie ferrée.** 1,5 milliard d'euros de travaux est engagé à ce jour (fin des travaux au sud de Brétigny en 2023 et au nord de Brétigny en 2025). Nous souhaitons atteindre 2 milliards d'euros afin de gagner 30 minutes de temps de trajet entre Limoges et Paris. Cet aspect factuel est à rapprocher du coût estimatif du seul barreau à grande vitesse Poitiers-Limoges : 2 milliards d'euros. Si les deux chantiers étaient engagés : 4 milliards devraient être dépensés au total... C'est la raison pour laquelle nous sommes opposés à une remise en cause de l'annulation de la déclaration d'utilité publique de ce projet de barreau LGV par le Conseil d'État.

Le renforcement, la modernisation de la ligne POLT, son articulation avec l'axe Bordeaux-Lyon et la future ligne POCL doivent demeurer des priorités ferroviaires absolues tant il s'agit là d'un aménagement structurant et véritablement durable du territoire national.